



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Préfecture  
Service de la coordination  
des politiques publiques  
Bureau des procédures environnementales

## **Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires à la société ONYX EST à LUDRES**

**N° 2022-1660**

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

**Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) ;

**Vu** le décret n°2004 374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté préfectoral 2006-527 du 13 décembre 2006 modifié autorisant et réglementant l'exploitation d'une installation de transit et tri de déchets non dangereux par la société ONYX EST sur le territoire de la commune de Ludres ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire 2019-0553 du 29 avril 2019 modifié fixant les garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées visées par le dispositif en cas de défaillance, conformément aux dispositions des articles R. 516-1-5 et suivants du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et de seaux souterraines ;

**Vu** la décision n° 2022-1017 du 8 décembre 2022 relative au projet de modification des installations autorisées visant à remplacer la chaîne de fabrication de CSR actuelle par une chaîne plus moderne sans augmenter la capacité autorisée, impliquant une augmentation de la quantité de déchets non dangereux présenté par la société ONYX EST, sur son site implanté sur le territoire de la commune de Ludres, projet relevant d'un examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

**Vu** le porter à connaissance de modification notable transmis par la société ONYX EST le 02 août 2022, complété le 03 novembre 2022, concernant les modifications des conditions d'exploiter (remplacement de

la chaîne de production de CSR et augmentation de la quantité de déchets non dangereux pouvant être stockés sur le site de Ludres);

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées référencé SAF/IP/1257-2022 en date du 01 décembre 2022 ;

**Vu** la proposition de calcul des garanties financières de l'exploitant adressée par transmission préfectorale du 03 novembre 2022 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté le 8 décembre 2022 à la connaissance de l'exploitant ;

**Vu** l'absence d'observations formulées par l'exploitant, par courriel en date du 19 décembre 2022 ;

**Considérant** que les modifications des conditions d'exploitation, objet du porter à connaissance susvisé, portées par la société ONYX EST à la connaissance du Préfet de Meurthe-et-Moselle par courrier en date du 02 août 2022 complété le 03 novembre 2022, sont notables mais non substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il y a lieu d'adapter les prescriptions techniques encadrant l'activité par arrêté préfectoral pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement, pour tenir compte de ces modifications ;

**Considérant** que, comme le permet l'article R. 181-45 du code de l'environnement, un avis du Conseil Départemental de l'Environnement des Risques Sanitaires et Technologiques n'est pas requis dans la mesure où les modifications non substantielles précitées n'induisent pas de dangers et inconvénients supplémentaires significatifs et n'abrogent pas de dispositions réglementaires s'appliquant aux installations ;

**Considérant** que le respect des prescriptions fixées est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'Environnement ;

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Portée et champ du présent arrêté**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral 2006-527 du 13 décembre 2006 modifié autorisant la société ONYX EST à exploiter un centre de transferts, de regroupements, de démontage, de récupérations et de tris de déchets d'une capacité annuelle de 180 000 tonnes, ainsi qu'une unité de valorisation de déchets industriels banals en Combustibles Solides de Récupération (CSR) sont complétées par les prescriptions du présent arrêté.

La société ONYX EST, dont le siège social est situé 1 rue Henriette GALLE GRIMM 54 000 NANCY, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour son site de Ludres.

### **Article 2 : Liste des activités concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées (rubriques des activités)**

Le tableau recensant les rubriques de classement des installations figurant à l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006-527 du 13 décembre 2006 modifié est remplacé comme suit : «

Rubrique	Libellé de la rubrique	Activité exercée (nature et capacité)	Régime <sup>(1)</sup>
3532	<p>Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération.</li> </ul>	<p>Prétraitement de déchets non dangereux destinés à l'incinération ou à la co-incinération:</p> <p>300 tonnes de déchets non dangereux par jour</p>	A
2714	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup></p>	<p>Activité de regroupement et de tri de déchets industriels banaux avec un volume maximal de déchets présents dans l'installation :</p> <p>10 880 m<sup>3</sup></p>	E
2716	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup></p>	<p>Activité de regroupement et de tri de déchets divers (dont les ordures ménagères) avec un volume maximal de déchets présents dans l'installation :</p> <p>7 115 m<sup>3</sup></p>	E
2713	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.</p> <p>La surface étant Supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup> et inférieure à 1 000 m<sup>2</sup></p>	<p>Activité de regroupement de déchets métalliques. Surface du stockage :</p> <p>165 m<sup>2</sup></p>	D
2.1.5.0	<p>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :</p> <p>2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha</p>	<p>Gestion des eaux pluviales sur la parcelle AL 110 (6,5 ha)</p> <p>Collecte des eaux pluviales dans le bassin situé sur la partie Sud du site pour rejet au milieu naturel</p> <p>Gestion des eaux pluviales sur la parcelle AL 115 (1,2 ha)</p> <p>Collecte des eaux pluviales dans le bassin situé sur la partie Nord du site pour rejet au milieu naturel</p> <p>Soit une surface de 7,7 ha</p>	D

<sup>(1)</sup> : A (Autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration).

### Article 3 : Garanties financières

Les dispositions du sous-article 2.2 relatif au montant des garanties financières de l'arrêté préfectoral 2019-0553 du 29 avril 2019 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant doit constituer dès notification du présent arrêté et jusqu'à la clôture du dossier de cessation d'activité du site, 100 % du montant des garanties financières dans les conditions prévues à l'article L. 516-1-5 du Code de l'Environnement et à l'article 3 de l'Arrêté ministériel modifié du 31 mai 2012 susvisé.

Le montant des garanties financières, défini sur la base de l'arrêté du 31 mai 2012 susvisé relatif au calcul des garanties financières, est fixé à 257 655 (deux cent cinquante-sept mille six cent cinquante-cinq) € TTC (avec un indice TP01 d'août 2022 de 128,9 – parution au J. O. le 15/10/2022 et d'un taux de TVA de 20 %).

Les dispositions de l'article 4 relatif aux quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site de l'arrêté préfectoral 2019-0553 du 29 avril 2019 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

« À tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous :

Nature des déchets	Quantité maximale présente sur le site
<b>Déchets non dangereux en vrac</b> , repartis comme ci-dessous :	<b>2 426 t au total dont :</b>
- métaux	- 50 t
- collecte sélective emballage	- 85 t
- collecte sélective papier	- 660 t
- papier / carton / plastiques	- 209 t
- déchets industriels banals	- 153 t
- ordures ménagères Grand Nancy	- 300 t
- ordures ménagères autres clients	- 50 t
- bois	- 200 t
- encombrants	- 20 t
- verre	- 99 t
- déchets d'ameublement, rembourrés, matelas (DEA)	- 300 t
<b>Déchets non dangereux en balles ou transformé</b> , repartis comme ci-dessous :	<b>2 918 t au total dont :</b>
- combustible solide de récupération	- 300 t
- papier / carton	- 999 t
- plastiques	- 80 t
- ordures ménagères en balles	- 1 500 t
- métaux des DEA	- 4 t
- bois des DEA	- 30 t
- Refus des DEA	- 5 t
<b>Déchets inertes</b>	<b>250 t</b>

L'exploitant est néanmoins tenu d'évacuer ses déchets régulièrement. Il devra être en mesure de le justifier à l'inspection. Il tient à jour un état des stocks de déchets présents sur le site qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 4 : Sanctions administratives**

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté de se conformer à la présente injonction préfectorale, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 5 : Recours**

La présente décision peut être déférée auprès du Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 38 – 54 036 Nancy Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application numérique « télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 6 : Exécution et information**

Le secrétaire général de la préfecture et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur le directeur de la société ONYX EST

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de la commune de Ludres ;

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement.

Nancy, le **03 JAN. 2023**

Le préfet  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



Julien LE GOFF

